

Unité & Action

Et sans tendance

Novembre 2025

Conseil National

FSU-SNUipp



UNE OPPORTUNITÉ HISTORIQUE POUR UNE AUTRE ÉCOLE !

**POUR UNE FSU-SNUIPP
À L'OFFENSIVE
JE VOTE**

Unité & Action
et sans tendance



Alors que 500 000 élèves de moins sont attendus à l'école d'ici 2034, conserver le nombre de postes de PE actuels permettrait de ramener la moyenne d'élèves par classe au niveau des standards européens. Gage scientifiquement reconnu de meilleurs apprentissages, ce levier d'amélioration des conditions de travail est également unanimement souhaité par nos collègues. Selon l'Institut des Politiques Publiques, il serait aussi possible d'utiliser une partie de la baisse de la démographie scolaire pour revaloriser les salaires, renouveler la formation et donc renforcer la professionnalité enseignante, développer le PDMQDC et réduire le temps de travail des PE... Autant de leviers pour redonner une véritable attractivité à notre métier.

Publiée en juin 2025, l'étude de l'Institut des Politiques publiques « Taille des classes et inégalités territoriales : quelle stratégie face à la baisse démographique ? » démontre que cela est possible. Au moment où le gouvernement veut supprimer des postes au nom d'un pseudo "réalisme" démographique, il nous faut au contraire prendre appui sur les arguments économiques de l'IPP pour montrer que le réalisme c'est notre projet pour l'école

Inscrire la revendication de « zéro suppression de postes » dans des mots d'ordre qui fassent du commun à l'occasion des opérations de carte scolaire doit faire l'objet d'une campagne massive en vue des élections professionnelles dont la grève inter-professionnelle du 2 décembre peut constituer le coup d'envoi.

Ces perspectives nous engagent. Une autre école est possible.

DANS CE NUMÉRO :

AESH, piliers de l'école inclusive

Avec les retraité·es, ensemble pour la justice sociale

PSC : Vive la "Sécu" !

A profession malmenée, action syndicale déterminée

Temps de l'enfant, les priorités sont ailleurs !

3 questions à Clémence Nembly, co-sd de la Réunion

Unité & Action
Et sans tendance

**Adhérez à Unité et Action et Sans Tendance
et soutenez le courant dans la FSU-SNUipp**



L'association a pour objectif de développer notre tendance et de lui apporter les moyens nécessaires à son fonctionnement. Au sein de la FSU-SNUipp, adhérez à l'association "Unité et Action et Sans tendance"

ua-snuipp-fsu.fr

U & A
Et sans tendance

AESH, PILIERS DE L'ÉCOLE INCLUSIVE

Le nombre d'élèves en situation de handicap scolarisés en milieu ordinaire a triplé entre 2006 et 2024. Pourtant près d'1 sur 10 reste sans accompagnement. Les AESH, très majoritairement des femmes, subissent la précarité, des conditions de travail dégradées, des temps incomplets imposés et une formation insuffisante. Leur engagement contraste avec l'absence de reconnaissance institutionnelle. Pourtant plus personne ne doute de l'importance de ce métier dans les écoles.

Alors que le budget 2026 ne prévoit que 1 200 créations de postes, la reconnaissance professionnelle reste en suspens. Si la commission des finances a adopté un amendement créant enfin un corps de fonctionnaires de catégorie B, son issue demeure incertaine. Pour UA&ST, il y a urgence : **l'école inclusive ne se décrète pas, elle se construit avec des personnels stables, formés et reconnus dont les revendications doivent être entendues, y compris dans la conception d'un référentiel métier.**

1 300

C'est le nombre record de participant.es au webinaire FSU-SNUipp sur la PSC. La preuve que répondre aux préoccupations des collègues est le gage de notre audience syndicale.

PSC : VIVE LA "SÉCU" !

Alors que la sécurité sociale vient de fêter ses 80 ans, l'actualité dans la Fonction Publique est à la mise en place de la Protection sociale complémentaire (PSC). Bien que cette réforme ne soit pas celle que nous voulons, sa mise en œuvre est un sujet majeur. Les questions et les sujets de préoccupation sont nombreux, la FSU-SNUipp se doit d'y répondre.

Les attaques envers la sécurité sociale se poursuivent lors du débat parlementaire sur le Projet de loi de financement de la sécurité sociale (doublement des franchises médicales, baisses de remboursement des soins et des médicaments, ...). Notre présence auprès des collègues sur la PSC doit permettre d'aborder également ces questions de fond, expliquer et affirmer que d'autres choix sont possibles, notamment via notre mandat du "100% sécu".

AVEC LES RETRAITÉ·ES, ENSEMBLE POUR LA JUSTICE SOCIALE

Depuis septembre, la mobilisation s'amplifie autour des retraites, des salaires, du budget et de la justice fiscale. La journée d'action des retraité·es du 6 novembre s'inscrit dans cette dynamique et, déjà, la pression collective fait bouger le gouvernement : un trimestre de bonification par enfant pour certaines femmes fonctionnaires, une semaine supplémentaire de congé pathologique de grossesse et un report en guise de "suspension" de la réforme des retraites. Des bougés, certes, mais qui restent bien insuffisants face à l'ampleur des reculs subis.

Ces signes montrent pourtant que les luttes unitaires paient. Face à un budget 2026 d'austérité qui gèle salaires, pensions et prestations sociales, la grève du 2 décembre doit être massive et majoritaire pour imposer un véritable budget de justice sociale, fiscale et environnementale.

Actifs, actives et retraité·es ont une responsabilité commune : prolonger cette dynamique, penser dès maintenant les suites du mouvement et **faire vivre, ensemble, le projet syndical de solidarité porté par UA&ST et la FSU-SNUipp.**



A PROFESSION MALMENÉE, ACTION SYNDICALE DÉTERMINÉE

La dégradation de l'état général du métier de PE et des personnels saisie par TALIS 2024 constitue le terreau d'une campagne syndicale d'ampleur inégalée pour inverser le cours des choses.

Conditions d'exercice difficiles sources de stress et de détérioration de la qualité de vie personnelle voire d'atteinte à la santé mentale, insatisfaction salariale chronique, sentiment de dévalorisation du métier par la société, les politiques et les médias, qualité et utilité pédagogique critique de la formation initiale et continue... nombre d'indicateurs relevés par l'édition 2024 de l'enquête internationale TALIS publiée début octobre dressent pour la France le portrait d'une profession enseignante particulièrement « préoccupant » selon l'OCDE qui pilote le dispositif d'évaluation. De manière générale, l'expression des PE donne à voir une complexification du métier accompagnée d'une évolution négative des conditions de travail, de rémunération, de formation et de ses conséquences sur les personnels. Et la valeur en baisse des taux de satisfaction marque un décrochage particulièrement marqué avec la situation professionnelle des enseignant.es du premier degré de l'UE et de l'OCDE, avec souvent des taux planchers et des écarts parfois de l'ordre d'une vingtaine de points (lire ci-contre).

Un grand débat sur l'école

Ainsi, 53 % des PE disent avoir plus de 10 % d'EBEP dans leur classe (contre 28 % en moyenne OCDE), 65 % avoir peu ou pas de temps pour leur vie personnelle (contre 54 % en moyenne), 62 % ressentir du stress du fait des changements dans les exigences institutionnelles (contre 41%), 47 % trouver que les avantages professionnels compensent les désavantages (contre 71%)...

TEMPS DE L'ENFANT, LES PRIORITÉS SONT AILLEURS !

Les "temps de l'enfant" ne seront pas le prétexte de nouvelles dégradations de la situation des PE.

Si les propositions de la Convention citoyenne des temps de l'enfant devaient se réduire à une révision de la semaine scolaire, elles passeraient complètement à côté des véritables enjeux : transformer l'école pour répondre à la fois à la problématique des inégalités scolaires corrélées aux inégalités socio-économiques, mais aussi au mal-être grandissant d'une profession maltraitée et déconsidérée (cf. TALIS plus haut). Il est pourtant possible d'agir concrètement pour une complémentarité satisfaisante des temps de l'enfant, par un investissement éducatif renouvelé, massif, dans l'école, dans le soutien aux mouvements éducatifs complémentaires, et dans un financement équitable des communes.

4 %

C'est le pourcentage d'enseignant.es considérant que leur profession est valorisée dans la société. Une valeur qui place la France au bas de l'échelle de l'OCDE.

22 %

C'est le pourcentage des PE satisfaits de leur rémunération (contre 70% en Belgique)

60 %

C'est le pourcentage de PE jugeant que leur formation initiale n'était pas de grande qualité, soit la proportion la plus élevée des comparaisons internationales (30% en moyenne).

N'en jetez plus la coupe est pleine ! S'il fallait s'en convaincre, **un grand débat de société sur l'état de l'école, préparatoire à sa transformation et à la revalorisation dans tous les champs du métier enseignant est une absolue nécessité** que doit imposer le travail syndical de fond et d'ampleur de la FSU-SNUipp, avec la communauté éducative réunie, pour l'imposer !

En l'état, tant qu'en préalable les salaires ne sont pas revalorisés, les conditions de travail significativement améliorées notamment par la baisse des effectifs, les moyens dédiés à l'école inclusive réellement déployés, la liberté pédagogique réaffirmée et la professionnalité enseignante renforcée par une formation de qualité adaptée aux besoins, une modification de la semaine scolaire « c'est clairement non ! ».

3 QUESTIONS À :

Clémence Nembly, co-sd de la Réunion

“UN CONTACT AVEC CHAQUE PERSONNE SYNDIQUÉE DANS L'ANNÉE”



1 Quel est l'état de la syndicalisation à la Réunion ?

Notre département a un grand nombre de syndicats, notamment locaux et notre taux de syndicalisation est assez faible. Mais depuis une dizaine d'années, nous sommes en augmentation constante avec une progression de 150 adhésions. La très grande majorité de nos adhérentes et adhérents a entre 30 et 50 ans avec une part des PE en activité très importante par rapport aux personnels retraités. Nous avons chaque année de nombreux nouveaux et nouvelles syndiqués mais aussi beaucoup de rotations. Les collègues se syndiquent de manière perlée, reviennent après plusieurs années ou repartent. Nous avons un vrai travail de fidélisation à mener.

2 Quel travail avez-vous mis en place ?

Depuis plusieurs années, nous avons misé sur les tournées d'école avant décembre. Nous avons un grand département avec des difficultés de déplacement mais nous allons dans chacune des 500 écoles. Pour cela, nous nous appuyons sur les militantes et militants déchargés du bureau, avec trois autres collègues qui n'ont pas de décharge toute l'année mais pour lesquelles nous avons ciblé le premier trimestre et une dizaine de militantes et militants qui prennent des ASA pour ça. L'équipe est complétée maintenant par une collègue AESH déchargée qui va à la rencontre des AESH. Pour entrer plus facilement dans les écoles, nous avons élaboré un matériel que nous ventilons partout : un calendrier grand format par école et un petit pour chaque collègue.

Nous nous assurons d'avoir un contact avec chaque personne syndiquée dans l'année en distribuant un « goodies ». Soit lors de nos AG de début ou de fin d'année, soit en le contactant individuellement. Nous organisons aussi des formations syndicales thématiques déclinées sur deux ou trois lieux toute l'année mais nous en prévoyons une par mois d'octobre à décembre ouvertes à l'ensemble des collègues et une en novembre avec le SNES spécifique pour les AESH.

3 Quels bénéfices en retire la section ?

Les tournées d'école pour la syndicalisation permettent d'entrer plus facilement dans les écoles et cela sera un point d'appui fort pour les élections professionnelles de l'an prochain. Nous avons décidé en CDFD il y a trois ans de rendre la FSU plus visible à travers un calendrier fédéral avec les coordonnées de l'ensemble des syndicats de la FSU. Nous le distribuons aux PE et AESH mais aussi aux personnels municipaux, ATSEM ou secrétaires. Depuis que notre fédération est majoritaire dans le département, nous nous sentons plus entendus par le DASEN et cela rejaillit sur la FSU-SNUipp.

« Les tournées d'école pour la syndicalisation permettent (...) un point d'appui fort pour les élections professionnelles de l'an prochain. »

A vos agendas !

- Du 18 novembre au 9 décembre : consultation interne
- mardi 18 novembre : réunion mi-CN à 18h30
- lundi 1 décembre : séminaire à 17h30
- mardi 13 janvier : séminaire pré-CN à 17h30
- mercredi 14 janvier : réunion mi-CN à 18h30
- lundi 2 février : séminaire UA à 17h30

Ont participé à ce numéro :

Virginie Akliouat, Elise Arnol, Claire Bordachar, Franck Brock, Magdalena Conca, Marie Denis, Marc Enjalbert, Aurélie Gagnier, Sarah Hamoudi-Wilkowski, Marie-Hélène Plard, Fabienne Rouvrais-Pasquier, Rachel Schneider, Nicolas Wallet



Consultation interne du 18 novembre au 9 décembre

POUR UNE FSU-SNUIPP À L'OFFENSIVE

Unité & Action
et sans tendance